



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Journée mondiale de lutte contre l'obésité

Question au Gouvernement n° 440

Texte de la question

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE L'OBÉSITÉ

Mme la présidente . La parole est à Mme Sabrina Sebaihi.

Mme Sabrina Sebaihi . L'épidémie d'obésité touche 8 millions de personnes tandis qu'un Français sur deux est en surpoids. Cette réalité frappe encore plus durement nos territoires ultramarins et de manière plus générale les Français les plus précaires, qui n'ont d'autre choix que d'acheter les produits les plus sucrés, les plus gras, les plus salés et les plus transformés, tout simplement car ce sont les moins chers.

Les lobbys de l'agro-industrie capitalisent sur l'absence de transparence en sacrifiant la santé des consommateurs pour assurer des dividendes à leurs actionnaires. Ce sont ces mêmes lobbys qui ont fait pression sur la Commission européenne pour empêcher la généralisation du nutri-score. Face à cela, la France est restée silencieuse. Pourquoi avoir peur d'informer les consommateurs ?

Pourtant, les conséquences sanitaires sont catastrophiques : diabètes, maladies cardiovasculaires et cancers se multiplient dans notre pays. Être en surpoids en France, c'est aussi subir la grossophobie, cette discrimination omniprésente dont on ne parle jamais. Une femme obèse a huit fois moins de chances d'être embauchée qu'une femme qui ne l'est pas. Cette grossophobie stigmatise et exclut. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*) Elle entraîne une maltraitance médicale et éloigne les personnes obèses et en surpoids de la prise en charge dont elles ont besoin. Cette journée mondiale de lutte contre l'obésité doit aussi être une journée de lutte contre la grossophobie.

Alors que les professionnels de santé ont besoin d'une feuille de route et de moyens, l'inaction de l'État sur ce sujet laisse le champ libre à l'industrie pharmaceutique qui pallie ce manque en proposant des médicaments sur lesquels nous n'avons que peu de recul. Je crois que tout le monde ici se souvient de l'affaire du Mediator. Le courage, c'est d'interdire la publicité ciblant les enfants, de taxer le sucre ajouté et de permettre une alimentation saine et accessible à tous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

Le courage, c'est d'investir massivement dans la prévention et la recherche afin qu'aucune personne obèse ne soit plus obligée de passer un examen médical chez un vétérinaire.

Madame la ministre, quelles mesures concrètes proposez-vous pour lutter contre l'obésité ? Comment comptez-vous lutter contre la grossophobie ? Quand allez-vous enfin protéger l'intérêt des Français face aux lobbys de l'agro-industrie ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EcoS et SOC.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins . Je sais que ce sujet vous intéresse particulièrement : nous avons eu l'occasion d'en parler fréquemment. Si, avec Catherine Vautrin, nous avons célébré cette semaine la Journée mondiale contre l'obésité au sein du ministère de la santé, nous n'envisageons pas de nous satisfaire de cet événement et nous entendons développer un plan d'action décliné en plusieurs volets.

Tout d'abord, il convient d'éduquer contre la malbouffe en général et contre la surconsommation de sel, de sucre cachés et de conservateurs que vous avez évoquée. En lien avec Annie Genevard, nous travaillons sur ce sujet avec la filière agroalimentaire.

M. Patrick Hetzel . Très bien !

M. Yannick Neuder, ministre . Dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale, en lien avec les industriels, nous avons commencé à prendre des mesures pour informer sur les taux de sucre et de sel des aliments et les diminuer.

Nous devons aussi réarmer notre médecine scolaire afin de réapprendre à manger à nos enfants. Au Salon de l'agriculture, nous avons vu des expériences très intéressantes de fermes pédagogiques montées avec des collectivités locales dans ce but.

L'obésité, qui fait le lit du diabète de type 2, de l'hypertension, du cholestérol et, partant, de 140 000 décès par infarctus et accidents vasculaires cérébraux, nécessite une prise en charge médicale. Nous allons déployer des filières de soins permettant une prise en charge psychologique et organique et ouvrir des plateaux techniques susceptibles de recevoir des patients en surpoids. Cette prise en charge globale sera également développée dans le cadre du plan de santé mentale. (M. Thibault Bazin applaudit.)

Données clés

Auteur : [Mme Sabrina Sebaihi](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (4^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 440

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Santé et accès aux soins

Ministère attributaire : Santé et accès aux soins

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 mars 2025